

CIBLE

Enchantés

Réenchanter la politique. La formule, inepte, a entraîné cet hiver au Parti socialiste où les amateurs de feuillets à l'eau de rose ne manquent pas. Mais voici le thème récupéré à droite ! Fin juin, le ministre du Budget déclarait que « l'enjeu est de réenchanter les Français, de les réconcilier avec la politique (...) ». Maire d'Alençon, connu pour être un très brave homme, Alain Lambert est très représentatif de cette « génération Terrain » qui s'est levée à l'appel Jean-Pierre Raffarin. Et voilà qu'il nous baille du conte de fées !

Nous aimerions savoir à quelle époque, au cours des mille ans de leur histoire, les Français ont vécu dans l'enchantement. Pas sous l'Ancien régime, qu'on en croie les royalistes que nous sommes. Ni sous la Révolution quand on proclama que le bonheur était une idée neuve. Et certainement pas au XX^e siècle.

Il semble que M. Lambert confonde la réalité et la fiction, l'histoire de France et les histoires de l'Enchanteur Merlin, le gouvernement et le Magic Circus. Mais les Français, surtout quand ils sont payés au smic, se sont déjà aperçus que le ministère des Finances ne sera pas le palais de Dame Tartine.

HISTOIRE-ACTUALITÉ

Visages de la monarchie

Entretien

**René
Passet**

p. 6/7

Syndicats

**Le double
langage**

p. 5

Les deux mamelles de la gouvernance

A la tête d'une équipe ministérielle banalement oligarchique, Jean-Pierre Raffarin veut aller vite et bien agir. L'homme venu de Charente-Poitou pour instaurer la gouvernance est sans doute sincère, mais son terrain est déjà balisé et on lui demande de se laisser faire.

Au début, il y eut de l'agacement. Sorti victorieux d'un combat titanesque, ayant arraché la France à la Bête Immonde du fascisme (heureusement imaginaire) Jacques Chirac installait à Matignon un brave homme qui fait sourire ses propres amis et que Jean-Louis Bourlanges, député libéral au Parlement européen, présente comme un « mixte réussi de communicant postmoderne et de tireur de bécasse du marais poitevin » (1). C'est comme si saint Georges installait un nain de jardin pour gérer le château de la Belle (république) au bois dormant.

Comme dans les contes, ce gentil spectacle a eu un effet apaisant. Certes, les orphelins du jospinisme criaient sur tous les toits que cette droite qui avait tous les pouvoirs étoufferait la France. Mais les bisbilles de cour de récréation entre Laurent (Fabius), Martine (Aubry) François

(Hollande) et Dominique (SK) démontraient qu'on pouvait toujours respirer – et même gaspiller son souffle en de matamoresques tirades.

On se laisse donc aller aux observations émollientes. Après tout, l'effarant Raffarin n'est que le chef de cabinet de Jacques Chirac, comme Alain Juppé naguère, choisi en raison de la modestie de ses ambitions (rien de plus haut que Matignon), destiné à fonctionner comme fusible et à assurer une paisible passation de pouvoirs entre Alain Juppé et Jacques Chirac. Comme nous sommes maintenant en système quinquennal, la campagne électorale pour 2007 va bientôt commencer et le « communicant postmoderne » est le domestique approprié pour défendre les intérêts de la chiraquie.

Mais, me direz-vous, et le Gouvernement ? Et la France ? Vous n'y êtes pas. Le gouvernement a été remplacé par la « gouvernance »,

dont Jean-Pierre Raffarin s'est fait le théoricien (2). Et la France se réduit à trois concepts : le Terrain, la Proximité, la Société civile. On notera que la gauche utilise les mêmes mots, et leur donne le même sens : aller sur le terrain pour être proche des gens et à l'écoute de la société civile, voilà ce qu'on nous a seriné de Rocard en Aubry, et voilà ce que nous ressort notre tireur de bécasses.

Les concepts, me direz-vous encore, ce n'est pas du concret. C'est que vous ne comprenez rien à la gouvernabilité postmoderne. Sur le Terrain, on rencontre des gens qui demandent, comme toujours depuis que le monde est monde, plus de sécurité et moins d'impôts. C'est justement ce que le gouvernement Raffarin va leur donner, aux gens. Pour populariser son message, on pourrait même dire que Francis Mer (coté fisc) et Nicolas Sarkozy (coté flics) sont les deux mamelles

de la gouvernance. Braves Français de la France d'en-bas, vous allez pouvoir vous reposer dessus !

C'est en effet au grand repos politique qu'on nous convie. Tout est fixé, réglé, rien ne manque. On dirait une carte postale, représentant une pyramide qui repose bel et bien sur sa base et qui pointe son sommet dans un ciel sans nuages.

La base n'a pas changé depuis que Jacques Chirac a créé sa chiraquie : la FNSEA et la CGPME, autrement dit les deux organismes corporatistes qui prétendent parler au nom de l'ensemble des agriculteurs et des petits entrepreneurs. Cette base est renforcée par le Medef qui est fort satisfait de François Fillon (pas de « coup de pouce » au Smic en juillet) et de Francis Mer qui annonce un dégraissage massif de la fonction publique.

Au sommet, il y a le Pacte de Stabilité qui va imposer un surcroît de rigueur budgétaire, et les Directives de Bruxelles – par exemple celle qui interdit de baisser la TVA sur les restaurants.

Terrain balisé, gauche neutralisée, contestation sans voix, matraques à proximité pour les salariés pressurés et les licenciés en colère. La situation est sous contrôle, exactement comme à l'époque où Alain Juppé tenait les manettes. Nous voici complètement rassurés.

Maria DA SILVA

(1) *Le Monde* du 5 juin 2002.

(2) Il a signé en janvier dernier un petit essai intitulé « *Pour une nouvelle gouvernance* » aux éditions Archipel (prix franco : 17,30 €).

Contre l'indifférence...

Pourquoi Lionel Jospin a-t-il échoué à l'élection présidentielle et la gauche, à son tour, perdu les législatives ? Erreurs de fond ou fautes stratégiques ? Trahison de la cause, absence de projet ou prosaïque embrouille de communication ? Cortex ou cravate ? La faute à Marx ou la bourde à Seguela ?

Il y aurait de quoi gloser, dans les sections du PS, quant aux malchances ou au péché qui, en trois semaines, ont fait chuter d'Eden en Enfer les élus de la gauche plurielle. Or si le sujet est encore tabou en bas, dans le marais militant, tant que les sphères d'en haut ne l'ont pas décrété discutable, le PS a conscience que renouer avec le succès électoral, qui mène au pouvoir, exige de refonder son action et sa doctrine. Mais il n'est pas question de hâter le débat. D'abord, les vacances.

Cependant, les « réservoirs de pensée » (*think tanks*) ont des fuites : ballons d'essai de DSK, bavardages de Kouchner, propos de bars, de colloques, indiscrétions de clubs, aident à recomposer la constellation mentale d'un néo-socialisme en recherche de lui-même.

Pourquoi l'échec ? Après le « *Mea culpa* des R 25 » des battus de 1986, l'accent est mis cette fois sur la sociologie des dirigeants : leur syndrome « grandes écoles », culture technocratique, absence de mixité sociale (Marcel Gauchet dans *Le Débat*). D'où la difficulté à « intégrer la société civile » (dont Kouchner serait le prototype !) et la paralysie – naïvement confessée par Jospin en matière d'insécurité – d'une pensée prisonnière « du vieil héritage marxiste qui croit que les infrastructures économiques déterminent

en dernière analyse les événements », dicit Zaki Laïdi, politologue d'*En temps réel* où croustille le gratin du centre-gauche. Plus avant, Michel Wievorka, du Centre d'analyse et d'intervention sociologique à l'École des Hautes Études en Sciences sociales, analyse « la démultiplication des formes de précarité et l'importance prise par les différences culturelles » qui auraient submergé une social-démocratie « morte avec la société industrielle ». Encore plus outre, la défaite aurait été celle de la capacité de l'État à impulser le changement « par le haut ». Monique Canto-Sperber, qui rencontre en Suisse Michael Walzer, maître à penser de la gauche américaine, remonte au « socialisme libéral » de Pierre Leroux, voire de Proudhon, historiquement supplanté par l'étatisme de Louis Blanc, pour vénérer les grands ancêtres de la « deuxième gauche » chère à Rocard. Ces dieux préconiseraient aujourd'hui, en lieu et place de l'État périmé, de nouveaux outils politiques : « l'Europe puissance » (?), les agences internationales « à démocratiser » qui présageraient – ô divine surprise ! – une OMC adepte de la taxe Tobin !

Parallèlement, le courant jospino-rocardien de *Socialisme et démocratie* (Alain Richard, Pierre Moscovici, Alain Bergougnoux) rêve « une nouvelle alliance entre les classes moyennes, les classes populaires et les exclus »,

une « nouvelle synthèse entre les couches sociales impliquées dans la mondialisation et ceux qui la redoutent » (Jean-Christophe Cambadélis) A l'ombre de la dite fondation, Dominique Strauss-Kahn (*La Flamme et la Cendre*, Grasset) scénarise un « socialisme de production », « la correction des inégalités avant qu'elles se forment » dans l'amitié « de l'entreprise et de la création de richesses », par le biais d'« associations citoyennes et de forums avec des associations, des intellectuels, et des acteurs sociaux »... Ce mirage saint-simonien prend des dimensions européenne et atlantiste dans les débats de *Policy Network*, le club de Tony Blair réunissant Clinton et les stars de la « troisième voie » pour d'élégants raouts au manoir d'Ascott House... Il va de soi que les austères clubs *Témoin* de Jacques Delors attendent miracle de la même participation des acteurs de la « société plurielle ».

Après cela, une bouffée d'air plus réaliste se dégage de la *Fondation Copernic*, quand Yves Salesse accuse la social-démocratie de larguer ses électeurs en donnant le sentiment qu'elle se contente d'accompagner la mondialisation ; et quand Henri Emmanuelli s'insurge contre un « social-libéralisme fossoyeur de la gauche ». *Démocratie et égalité*, est le titre du colloque qu'ils animeront avec des antimondialistes et la gauche plurielle à la rentrée.

La question qui obsède les débatteurs est évidemment celle du centre ou de la « troisième voie » incarnée par le *New Labour* de Tony Blair. La plupart des socialistes français, même les plus flexibles à l'ultra-libéralisme, demeurent sceptiques sur l'importation en France de ce modèle, qui a transformé « les travaillistes en thatcheristes ». Mais on voit bien Fabius et DSK fascinés par une « triangulation » qui farderait de progressisme les thèmes et les méthodes de la droite libérale.

Refonder leur mouvement, faire entendre leur différence, suppose que les socialistes français comprennent que ce ne sont pas leurs convictions mais leurs compromissions qui viennent de les perdre. Et que loin d'avoir à envier les Anglo-saxons, ils ont sur eux un tour d'avance, ayant déjà reçu l'avertissement du populisme protestataire et de la sévère victoire du camp conservateur.

Les vertus du modèle républicain d'intégration et du principe d'égalité dont le socialisme français est le gardien peuvent forger les moyens politiques de répondre au désarroi moral, au chômage et à la dilution du lien social résultant de l'impérialisme économique et financier. Or ces moyens exigent l'adhésion populaire. Pour la reconquérir, il faudra cesser de consentir aux lâches transferts de souveraineté qui déchargent l'État de ses responsabilités. Ni les agences internationales, ni l'Europe, ni les régions, ni les phalanstères mutualistes de la « société civile » ne peuvent concourir au bien commun sans l'arbitrage, voire l'impulsion du pouvoir légitime.

Et s'il manque aux socialistes une motivation, qu'ils affinent leurs concepts et veuillent bien identifier comme « prolétaires », non seulement les millions de smicards et chômeurs muselés par la conjoncture, mais toutes les victimes de la détresse sociale et morale dont se moquent les nantis de la planète. Cette insurrection contre l'indifférence est la pierre angulaire de toute « refondation ».

Luc de GOUSTINE

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Les deux mamelles de la gouvernance - p.3 : Contre l'indifférence - p.4 : Un monde sympathique - p.5 : Vente à Bruxelles, mensonges à Paris - p.6/7 : Éloge du mondialisme - p.8 : Notre avant-guerre - p.9 : Le scandale Fallaci - p.10/11 : Ce qu'un Prince doit savoir - p.12/13 : Un portrait en nuances - p.14 : Une monarchie so british - p.15 : Action royaliste - p.16 : Editorial - Rester ensemble

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Un monde bien sympathique

Dès l'installation du gouvernement de Monsieur Raffarin, Sylvie Fernoy a décidé de renoncer à ses critiques insolentes. Plongée dans la nouvelle ambiance, elle veut désormais rassurer les gens d'en bas et les convaincre du ré-enchantement du monde. D'où ce dialogue intime.

Sylvie : L'air salubre de Kananaskis (Canada) a porté notre Jacques Chirac au meilleur de sa forme. Levant un doigt mouillé, n'a-t-il pas déclaré que la croissance 2003 pourra aller jusqu'à 3 % dans le G8 ?

Fernoy : Il est formidable, notre président. Une croissance à 3 % dans un groupe de pays qui comporte le Japon, en pleine déprime, et les États-Unis, qui ne vont pas fort, ça nous donne un moral d'enfer !

Sylvie : Le moral, y'a qu'ça d'vrai. D'ailleurs, c'est ce que dit notre bon Francis Mer : *Nous sommes dans un monde où la psychologie est plus importante que la réalité. Pour l'instant, la psychologie nous permet d'envisager un deuxième semestre 2002 sympathique.*

Fernoy : Je croyais qu'il fallait être avant tout réaliste : le Terrain, la Proximité, ce serait du vent ?

Sylvie : Attention ! Le réalisme, c'est quand il faut annoncer un changement de ligne assorti de serrage de ceinture, ou une soumission renforcée aux experts de Bruxelles et aux génies de Washington. Quand on a serré les boulons au point de faire péter la mécanique, on fait de la psychologie : on rassure les salariés qui ont été virés, les petits actionnaires ruinés et les jeunes privés d'emploi en leur disant que les choses vont aller en s'améliorant. Exemple :

la gauche était réaliste quand elle disait qu'il fallait s'adapter à la globalisation. La droite est psychologue quand elle dit que, grâce à M. Raffarin, tout ira bien.

Fernoy : C'est vrai que tout va mieux depuis les élections législatives.

Sylvie : Tout de même, il faut le démontrer !

Fernoy : J'y viens. La réalité sympathique tient à deux observations de Francis Mer : *Le moral des consommateurs reste bon. Celui des investisseurs s'améliore.*

Sylvie : C'est sympa, en effet. Je dirai même : super-sympa.

Fernoy : Donc, puisque la psychologie est plus importante que la réalité, puisque le moral des Français est positif, on peut dire que la croissance redémarre.

Sylvie : C'est l'INSEE qui le dit, donc c'est vrai : l'économie française « redécalle ».

Fernoy : Au fait pourquoi disent-ils qu'on « re-décalle » ?

Sylvie : Parce que nous étions jusqu'à ces derniers jours sur la pente descendante : près de 3 % de croissance en l'an 2000, puis 1,8 % en 2001 et sans doute 1,4 % cette année. Les réalistes qui regardent la courbe disent que ça baisse, les psychologues comme Jacques Chirac annoncent que c'est reparti à la hausse.

Fernoy : Je note, quand même, que nos amis de l'INSEE écrivent au conditionnel : *« Le raffermissement de la consommation serait un élément-clé de la reprise de l'activité. Il permettrait un redémarrage progressif de l'investissement au second semestre »*. Par ailleurs, le redécollage ferait sentir ses premiers effets sur le marché du travail [au second semestre] mais ceux-ci resteraient modestes à l'horizon de la fin de l'année.

Sylvie : C'est justement ce qu'on appelle une prévision sympathique. Y'en a marre des pessimistes. Ils sont là, méchants comme des teignes, à relever tout ce qui est antipathique. C'est vrai que la hausse de l'euro compromet nos exportations, que la baisse du pouvoir d'achat (3,5 % en 2001, 1,9 % prévu cette année), que l'augmentation du chômage provoquent une baisse de la consommation. Or la consommation est ce qui « tirait » la croissance, comme disent nos amis les experts. Mais c'est là que Francis Mer fait jouer le ressort psychologique qui va faire bondir l'activité.

Fernoy : Et comme l'embellie économique va se transformer en journées radieuses, on va pouvoir réduire massivement les dépenses de l'État - ce qui, d'ordinaire, ralentit la croissance. Là encore, la psychologie sera plus importante que la réalité. Les restrictions budgétaires, la baisse de la

Bourse, la hausse des prix liée à l'euro et les mauvaises nouvelles internationales ne pèsent pas lourd quand des hommes comme Jean-Pierre Raffarin et Francis Mer créent dans un pays une ambiance sympathique.

Sylvie : Il y a des mauvaises nouvelles économiques, à l'étranger ?

Fernoy : Oui, mais on exagère beaucoup. L'Argentine agonise et la Turquie ne s'en sort pas, mais c'est comme d'habitude. Le Brésil ne va pas bien mais le FMI s'en occupe. Pas mal de petits pays sont assommés par les conditions monétaires et financières qu'on leur impose, mais ce ne sont que de petits pays. Bien sûr, toute une presse avide de scandale dissèque avec une complaisance morbide la faillite d'Enron, l'effondrement du Cabinet Andersen, les gros ennuis de Worldcom et de Xerox, les misères faites à notre ami Jean-Marie Messier et au pauvre patron de France Télécom.

Sylvie : Tout de même, la situation est grave. On parle dans la presse financière d'une crise de confiance généralisée : les bilans des entreprises, les analyses financiers, les contrôles, on ne croit plus à rien.

Fernoy : Pas de panique ! Car l'économie de marché est pleine de ressources trop rarement évoquées. Pour la consommation courante dans un pays donné, les ménages sont constamment incités à prendre des crédits qui les exposent au surendettement mais qui enrichissent les banques et qui font tourner la machine. Pour les affaires du monde globalisé, on peut compter sur les milliards de dollars que procurent le crime organisé et qui s'investissent clandestinement dans plein d'activités utiles. Tu vois, même les mafieux font du bien.

Sylvie : C'est ça, le monde enchanté qu'annonce Alain Lambert, notre bon ministre du budget !

SYLVIE et FERNOY

Vérité à Bruxelles, mensonge à Paris

Plus que toutes autres, les questions européennes offrent l'occasion à nos hommes politiques de tenir un double langage. Le sommet de Barcelone, en mars dernier, où la récente directive de la Commission sur la pêche en témoignent. Hélas ! Les syndicalistes ne sont pas en reste.

« **A**u nom de la sauvegarde de l'emploi, nous devons accepter la précarité, la flexibilité et l'employabilité. » Nous sommes en juin 1998, à la veille du sommet européen de Cardiff. La présidence britannique de l'Union européenne s'achève. Celui qui parle ainsi est le ministre du Travail du gouvernement de Tony Blair. Il s'adresse à un parterre de syndicalistes européens délégués par les organisations syndicales nationales affiliées à la Confédération européenne des Syndicats (CES). Le syndicalisme français est représenté par la CFDT et la CFTC. Personne ne bronche. Comme si les choses n'étaient pas assez claires, le numéro deux du Trade Union Congress (TUC), le syndicat britannique qui est l'hôte de cette réunion, enfonce le clou : *« Monsieur le ministre a raison. Pour sauver les emplois, nous devons accepter la précarité, la flexibilité et l'employabilité ; et nous, syndicalistes européens,*

nous devons nous engager à relever ce défi. » La salle ne réagit toujours pas. Enfin, le porte-parole de la CES (membre de la composante socialiste du syndicalisme belge) conclut : *« La situation de l'emploi est telle que nous devons accepter la précarité, la flexibilité et l'employabilité. »* La réunion se termine, le ministre quitte la salle sous les applaudissements.

Un moment d'égarement ? Six mois plus tard à Vienne (Autriche) au lendemain d'un autre sommet européen, une secrétaire confédérale de la CES (membre du TUC) dans une contribution sur le dialogue social interpelle ses collègues en ces termes : *« L'image des syndicats, gardien des avantages acquis, frein au progrès économique, doit changer ; ils doivent devenir des partenaires responsables du patronat et, s'il le faut, aider le patronat à s'organiser (...) Nous devons développer une façon plus flexible de travailler (...) Nous devons vendre un certain type d'Europe.*

Nous devons convaincre nos adhérents que l'intégration européenne est bonne pour eux. »

Ces citations, certes un peu longues, sont intéressantes car les propos qu'elles reproduisent sont tenus à huis clos, devant des délégués sélectionnés qui, une fois rentrés dans leurs pays respectifs, devront porter la « bonne parole ». Elles sont très éloignées des textes officiels de la CES. Ainsi, à Helsinki, en 1999, à l'occasion de son IX^e congrès, les délégués du TUC et du DGB allemand n'ont pas manqué officiellement de condamner la troisième voie du manifeste Blair-Schröder qui insiste sur... la nécessité d'une plus grande flexibilité du marché du travail. Sur le même registre, tous les six mois la CES appelle ses affiliés à une euro-manifestation. Récemment, son comité exécutif a adopté une résolution constatant que *« les relations sociales en Europe se dégradent rapidement. Plusieurs gouvernements, dans l'Union et en dehors de l'Union, s'en prennent aux droits des travailleurs en remettant en cause d'une manière unilatérale les lois sociales existantes et la protection sociale (...) Ces attaques généralisées appellent une riposte au niveau européen. »* On ne peut que se réjouir de ce type de discours plus conforme à ceux que l'on est en droit d'attendre de la part d'un syndicat. On peut craindre, cependant, qu'ils

soient là pour faire diversion et canaliser un mouvement de mécontentement anti-européen qui va en s'amplifiant et que semble confirmer le résultat des élections politiques qui se sont tenues dans plusieurs pays d'Europe.

Deux interrogations s'imposent. La première concerne le véritable unanimisme qui règne au sein de la CES : au dernier congrès d'Helsinki, Force ouvrière est la seule des soixante-sept organisations syndicales qui composent la CES à n'avoir pas voté le rapport d'activité. Tout se passe comme si les affiliés laissaient à la CES le soin de les représenter auprès des institutions européennes, pour pouvoir conserver leurs prérogatives à l'échelon national. Ce petit jeu est dangereux car tous risquent de se réveiller, un beau matin, et de s'apercevoir qu'ils ne représentent plus rien et que le seul interlocuteur valable est la CES. Pareille mésaventure est arrivée aux politiques. La seconde interrogation concerne le fait que la CES soit la seule confédération syndicale européenne. Elle n'a aucune concurrence. Ce qui n'existe dans aucun pays. Il y a bien les syndicats d'inspiration sociale chrétienne qui essayent de cohabiter au sein de la CES, mais aucune d'elles n'a le courage de s'opposer. La CFTC, seule composante française de ce courant de pensée, est trop pusillanime et de toute façon n'a aucun crédit à l'échelon européen. Seule la puissante CSC belge pourrait créer les conditions d'un contre-pouvoir, mais elle ne le souhaite pas pour des raisons à la fois internes et externes.

Et pendant ce temps, en France, les confédérations syndicales préparent les élections prud'homales du 11 décembre prochain. Comme pour les élections politiques, l'Europe sera la grande absente... et pourtant, c'est à Bruxelles que se préparent les grandes orientations sociales de demain entre la commission et la Confédération européenne des syndicats.

Nicolas PALUMBO

A nos lecteurs

Comme tous les ans, *Royaliste* suspend sa parution pendant l'été. Le numéro spécial de 16 pages que vous avez entre les mains est le dernier avant les vacances. Nous vous invitons à en commander des exemplaires supplémentaires (5 ex. 8 € - 10 ex. 15 € - 20 ex. 25 €) et à le diffuser auprès de vos amis.

Séville

Notre avant-guerre

Sur la politique européenne de l'immigration, on allait voir ce qu'on allait voir, disaient les Espagnols. Sur le Pacte de stabilité, nous ferons entendre notre différence, disaient les Français. A Séville, fin juin, on n'a pas vu grand chose et rien entendu d'assourdissant.

Jacques Chirac a empêché que les Quinze sanctionnent les pays pauvres qui laissent partir leurs pauvres. Mais ses partenaires l'ont rappelé à l'ordre quant au respect du Pacte de stabilité. S'il y a baisse des impôts, il faut baisser les dépenses de l'État : les finances publiques du pays restent sous contrôle bruxellois, au nom d'une orthodoxie budgétaire parfaitement imbécile.

Autre filet d'eau tiède, passé inaperçu : les Quinze ont accepté une déclaration sur la neutralité de l'Irlande, afin d'arracher à ce pays qui avait dit non au traité de Nice, en juin 2001, un oui au référendum qui devrait être fixé en octobre. Cette manœuvre diplomatique est de faible portée car les partisans du Non se battent pour l'égalité de traitement des quinze pays membres de l'Union et expriment le désarroi d'une partie de la population face aux difficultés économiques qui frappent l'Irlande (1).

L'intervention de Valéry Giscard d'Estaing sur le projet de « constitution européenne » allait-elle dynamiser les Quinze ? Non point, aux dires des gazettes, le propos, insipide, ne donnait pas matière à débat. Euro-enthousiasme, quand tu nous tiens...

Yves LANDEVENNEC

(1) Cf. l'entretien accordé par Anthony Coughlan à *Bastille République Nation*, n°13, juin 2002.

Le 11 septembre 2001 continue de produire des effets dans l'ancien comme dans le nouveau monde. Chacun pressent que nous sommes à un tournant ou à un carrefour.

Treize ans après la fin de la Première Guerre mondiale, en 1931, Robert Brasillach décrivait « la fin de l'après-guerre ». Ce qui deviendra bientôt « notre avant-guerre » avait d'abord pris la forme d'une sorte de nouveau mode de vivre, plus électrique, plus inquiet, avec la conscience d'un ordre menacé. Treize ans après la chute du mur de Berlin, il semble que l'on se décide à tirer un trait sur la guerre froide mais aussi qu'une évolution plus profonde se manifeste au niveau de la société américaine d'abord, qui se répercutera peut-être en Europe.

En réalité, l'administration américaine s'est décidée à accélérer la liquidation de la guerre froide avec la Russie pour être libre de préparer la prochaine guerre. La rapidité avec laquelle les anciens concepts cèdent la place aux nouveaux est impressionnante. Le président Bush de discours en discours précise sa notion d'axe du mal. Il persiste et signe en dépit de tous les émois diplomatiques. A l'intention du public américain, le changement est dans l'ordre de la moralité, non de la sensibilité qui serait l'apanage, selon lui, de l'Europe et de l'ancien monde en général. La moralité voulait hier que les États-Unis ne recourent pas les premiers à l'arme absolue. On se souvient des débats sur la dissuasion nucléaire conduits sous l'angle moral. Aujourd'hui, le président Bush, devant l'académie militaire de West Point, déclare cette doctrine de la première frappe moralement justifiée. Par quel tour de passe-passe ?

L'axe du mal précisément qui n'a que cette raison de s'appeler ainsi. L'axe du mal, ce n'est pas une quelconque diabolisation de l'adversaire comme on a pu croire au premier abord. C'est une qualification qui permet de retourner la doctrine de la dissuasion. On n'a pas oublié la fameuse théorie de la dissuasion du faible au fort. Il s'agit désormais de l'inverse. L'asymétrie joue dans l'autre sens : le faible a désormais l'avantage sur le fort, par la combinaison du terrorisme et des armes de destruction massive, le croisement du radicalisme et de la technologie, ce qui donne l'image de l'axe. Dans ces conditions, le fort n'a d'autre recours que de se mettre dans la situation du faible : la doctrine de la première frappe ou de la guerre préventive se trouve réhabilitée. On datera « notre avant-guerre » du discours de West Point du 1^{er} juin 2002.

Le 11 septembre 2001 marquait la fin de l'après-guerre, c'est-à-dire la fin de l'innocence ou de l'insouciance. En surface, l'Américain moyen continue à vivre comme si de rien n'était, c'est-à-dire à consommer. En réalité, le doute s'est introduit par tous les pores de la société. Les symboles qui ont été visés par Al-Qaïda, les grandes sociétés et l'institution militaire, révèlent sur le moyen terme une série de dysfonctionnements majeurs. Sous l'attente sourde d'un nouvel attentat de grande ampleur, on sent que la confiance s'est profondément effritée. L'attente n'est elle-même qu'un symptôme. Elle manifeste une grave fragilité. La Bourse est au plus bas. Le dollar baisse jusqu'à être égal à l'euro. On vit au jour le jour. La combi-

naison de la réponse stratégique et de l'état de l'opinion crée un composé particulièrement instable.

L'Europe sera bien entendu entraînée quoiqu'elle veuille, quoiqu'elle fasse. Elle est accusée de pacifisme. On en est à Munich. Parce que les Académies militaires en sont à 1938. Quand on en est là, on ne va pas reculer.

Poutine a été convaincu. Il est acquis à la cause. Bush a même mis la Chine de son côté. En revanche, il n'a rien obtenu des Européens. Il doit les considérer comme d'incorrigibles enfants qui ne comprennent rien aux changements du monde. Les succès répétés des partis de droite ne sont pourtant pas étrangers à un genre d'effet retard du 11 septembre. Or tout se passe comme si les diplomates restaient immobiles. Rien ne change.

Jusqu'à quand ? La règle de l'unanimité veut qu'il se trouve toujours un État-membre pour refuser le changement. Au dernier sommet européen de Séville, il n'a tenu ici qu'à la Suède, ailleurs qu'à la France, pour bloquer une évolution que nous qualifierions de régressive. Jusqu'au moment où la pression américaine sera trop forte, et où commencera la débâcle. Mais alors, qui sauvera les Américains d'eux-mêmes ? Où sera le contrepoids naturel de l'équilibre sur la planète ?

Il est temps pour le « monde ancien » de moderniser son approche, de renouveler ses concepts, non pas pour s'aligner sur la nouvelle doctrine américaine, mais pour mieux y répondre, la contrebattre au sein même du public américain qui est désemparé et de ses propres opinions internes européennes qui risquent sinon d'être gagnées par le même désarroi.

Yves LA MARCK

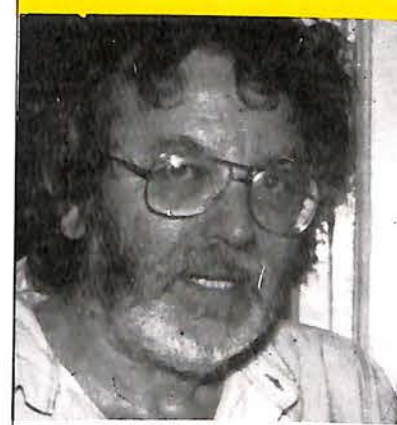
Le scandale Fallaci

Un million d'exemplaires vendus en Italie. Le pamphlet d'Oriana Fallaci fait fureur. Une procédure judiciaire est engagée pour empêcher la diffusion de sa version française. Il est vrai que le livre est d'une extrême violence, puisqu'il consiste en un cri de souffrance et de rage et qu'il voudrait être aussi l'expression d'un orgueil insolent, celui qui résulte d'une réaction à l'humiliation. Aussi convient-il de lire Oriana Fallaci en gardant ses distances, pour ne pas rejeter d'emblée ce qu'on considérera comme un appel à la haine de l'autre. Et si le talent de l'écrivain et la véracité des faits qu'elle assène risque de gagner votre complicité, il conviendra de garder la même réserve pour laisser place à l'esprit critique dont il convient moins que jamais de se démunir sur un sujet aussi passionné.

Mais il faut d'abord lire, écouter, en se plaçant, si nécessaire, dans la position du clinicien qui s'efforce de conserver une certaine neutralité affective, alors même que la démesure des propos de son patient l'obligerait à sortir de ses gonds. Je n'entends pas, par là, que Madame Fallaci souffre d'une pathologie particulière, qui devrait l'exclure d'un quelconque cercle de raison. Je prétends qu'elle doit être entendue pour ce qu'elle a à dire et que ses propos ne sont pas méprisables, même s'ils sont provocants, injustes, unilatéraux. Tout d'abord ce pamphlet n'énonce que de l'incontestable. Les attentats de New York et de Washington n'appartiennent pas au domaine de la science-fiction. L'extraordinaire cruauté de l'intégrisme islamiste constitue une des réalités de notre monde, et il serait insensé d'en minorer la menace. L'idéologie de combat, qui se réclame de la religion et qui enflamme les masses au point de produire les kamikazes que l'on sait n'est pas plus le produit de l'imagination de la célèbre journaliste.

Il faut aller même plus loin. Les pages qui ont le plus choqué et qui concernent le tableau d'une Italie envahie, et même « souillée » par ceux que l'auteur appelle « les fils d'Allah », ne peuvent être rejetées sans examen, comme ce qui s'apparente au racisme et à la xénophobie. Là encore il y a, au préalable, un jugement de réalité qui s'impose. Oriana Fallaci n'a nullement inventé ce qu'elle décrit sans ménagement. Qui contestera sérieusement sa description du centre historique de Florence ? C'est dur à admettre pour les humanitaires qui se battent pour le respect des différences et l'accueil des plus pauvres. Mais à force de jeter un voile pudique sur l'inacceptable, on provoque la révolte, les gens se réfugient dans le vote extrémiste et se mettent à transgresser les censures du langage. Et même la journaliste de gauche, de pure tradition antifasciste, donne l'exemple, le mauvais exemple, en criant que le roi est nu. Ce n'est sûrement pas l'indignation moralisante qui la fera taire.

par Gérard Leclerc



C'est vrai que certains immigrés se comportent mal, qu'ils n'ont ni estime ni respect pour le patrimoine et la civilisation des pays qui les accueillent.

Alors oui, ça fait mal, très mal. Le jour où une Oriana Fallaci décide de déclarer la guerre et de secouer l'apathie des dirigeants qui laissent tout faire, elle est plébiscitée par l'opinion. Les opérations de censure n'arrêteront pas le mouvement de révolte qu'elle a initié, tant que l'islamisme restera une menace mondiale et tant qu'une politique responsable n'aura pas encadré les phénomènes d'intégration. De ce point de vue, j'approuve entièrement le jugement d'Élisabeth Schemla (*Le Figaro* du 8 et 9 juin) : « Le livre brûlot d'Oriana Fallaci, loin d'être le symptôme d'un quelconque populisme dont il aiderait à la compréhension, est plutôt un insupportable hurlement contre les perversions de la décadence. »

Ceci étant dit, il est vrai qu'il serait catastrophique d'en rester au hurlement, car on ne fonde ni une analyse ni une politique sur la rage et l'orgueil, tout au moins sur eux seuls. Après avoir écouté Oriana Fallaci, il faut écouter d'autres

voix, exprimant d'autres réalités. Notamment les voix de ceux que son hurlement a violemment blessés et qui expriment une souffrance qui doit être aussi reçue et comprise. A un moment, la journaliste fait revivre avec beaucoup d'émotion une scène de Kaboul, au moment où les talibans étaient encore au pouvoir. C'est une scène insupportable où trois femmes sont exécutées en public de la façon la plus froide et la plus sauvage. La polémiste s'enflamme à juste raison, elle compatit avec les victimes. Mais, chère Madame, ces victimes sont musulmanes, comme le sont toutes les victimes algériennes, soudanaises, égyptiennes, etc. de l'intégrisme islamiste ! Or dans votre réquisitoire unilatéral vous semblez mettre tous les fils et toutes les filles d'Allah dans le même sac, parce qu'ils seraient tous frappés de la même

pathologie religieuse. Ne pensez-vous pas qu'ainsi vous êtes injuste, en rangeant dans la même catégorie bourreaux et victimes ?

Oriana Fallaci répondra à cela que, précisément, elle veut délivrer les intéressés d'une aliénation qui conduit des peuples à des tourments dont ils ne peuvent se libérer. Ainsi désigne-t-elle l'Islam comme seul vrai coupable et comme irréformable. Ce faisant, elle prend une redoutable responsabilité. Elle condamne, en effet, tous les musulmans du monde à se solidariser avec l'extrémisme et elle frappe d'impossibilité le mouvement très réel qui réunit des intellectuels dans une élucidation de fondements de l'Islam, de son ouverture à une modernité raisonnable. Pourquoi refuserait-on aux représentants de cet aggiornamento toute crédibilité, alors qu'il s'agit de gens sérieux, savants, et qui ne cherchent qu'à créer les conditions d'une paix civile et religieuse ? C'est une des plus fortes interrogations du présent. Le choc des civilisations mis en évidence par Samuel Huntington n'a rien de mythique. Il suffit de considérer les risques d'affrontement entre l'Inde et le Pakistan pour s'en rendre compte. Mais ce ne doit pas être une fatalité. Oriana Fallaci plaide avec rage et quasi désespoir pour la fatalité. Il est des hommes et des femmes de bonne volonté qui ne méconnaissent rien du péril, préférant tendre leurs énergies à dénouer cet écheveau de la fatalité. Il ne faut surtout pas les décourager. Le sort de la paix du monde est lié à leur courage et à leur espoir.

■ Oriana Fallaci - « *La Rage et l'orgueil* », Plon, prix franco : 15 €.

Les apologistes du système ultra-concurrentiel se font les chantres de la « mondialisation heureuse ». Les adversaires du néo-libéralisme économique doivent-ils pour autant brandir la bannière de l'antimondialisation ? Tel n'est pas l'avis de René Passet, professeur émérite de sciences économiques à la Sorbonne et figure éminente du mouvement ATTAC. Pour notre invité, la mondialisation est un fait qui se constate mais le genre humain doit se développer selon une nouvelle rationalité économique. Une indispensable mise au point.

■ **Royaliste :** Faire l'éloge du mondialisme quand on est au plus haut point impliqué dans le mouvement ATTAC, voilà qui surprend !

René Passet : La mondialisation est un fait qui se constate. Le mondialisme est un idéal de rapprochement des peuples à l'échelle de la planète. Les sociétés n'ont cessé de se mondialiser, par suite du développement des moyens de communication tout particulièrement. L'ordinateur est l'instrument d'une mutation beaucoup plus considérable : le passage d'économies qui ont pour moteur l'énergie à des économies qui se situent dans le champ de l'immatériel.

André Leroy-Gourhand nous disait que nous étions en train de sortir du néolithique : en se sédentarisant, les populations nomades découpaient un bout de territoire et utilisaient l'énergie solaire pour cultiver des plantes. Tel est le début de la domestication de l'énergie et toutes les grandes et les petites révolutions qui sont venues ensuite ont été à base énergétique. Aujourd'hui, pour la première fois, c'est l'information (au sens général de la mise en forme, de la structuration), le savoir, l'organisation qui sont le moteur de l'économie. Je ne suis pas anti-mondialiste car je ne m'oppose pas aux progrès technologiques, tout en sachant que la technique est ambivalente.

■ **Royaliste :** Qu'est-ce qui affecte le mouvement de la technique d'un signe positif ou négatif ?

René Passet : La politique. Précisément les décisions politiques qui viennent se greffer sur ce mouvement général de mondialisation. C'est Ronald Reagan et Margaret Thatcher qui ont pris la décision de déréglementer afin de réaliser une économie de marché. Mais nous savons que leur effort a principalement porté sur la libéralisation des mouvements de capitaux. Les États ayant renoncé à intervenir dans ce domaine, nous avons vu se constituer une sphère financière internationale, qui concentre une énorme puissance *privée*. La conjonction de la mondialisation technologique (les échanges planétaires en temps réel que permet l'ordinateur) et de la révolution financière a engendré la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Dans cette société, la promesse d'une libération de l'homme par la technique se transforme en exclusion sociale parce que cette société refuse de partager les plus-values du progrès.

Par exemple, chez Mark & Spencer, on a licencié 4 500 personnes pour réaliser en un an 21 milliards de bénéfices qui ont été distribués aux actionnaires. On aurait pu garder le même nombre de salariés en réduisant le temps de travail. Mais les salariés auraient voulu conserver le

même pouvoir d'achat. Se pose donc le problème du partage des gains de productivité - que certains appellent le partage de la plus-value. Dans le cas de Mark & Spencer on a choisi de licencier du personnel et de s'approprier la totalité de la plus-value : ce n'est pas le progrès technique qui a déterminé ce choix, mais les dirigeants d'une firme qui voulaient faire fructifier leur patrimoine financier selon une logique qui prédomine aujourd'hui dans le monde entier. C'est au nom de mon idéal mondialiste que je me bats contre cette mondialisation néo-libérale.

■ **Royaliste :** Comment définissez-vous votre mondialisme ?

René Passet : Le mondialisme se situe sur un autre plan que la mondialisation néo-libérale : c'est un idéal d'unification (je ne dis pas « uniformisation »), c'est la volonté de rapprocher les hommes à l'échelle du monde. Ce mondialisme se confond avec l'humanisme : il s'agit de retrouver l'unité du genre humain. Cet idéal a été partagé par les premiers socialistes, par le jeune Marx, par les courants chrétiens sociaux... La mondialisation peut se développer selon plusieurs formes : elle peut se construire sur la logique du capital, elle peut au contraire prendre l'homme pour finalité.

■ **Royaliste :** Tout le monde est d'accord pour

René Passet

Éloge du mondialisme

« humaniser » la mondialisation, sans que cette bonne intention exprimée récemment à droite et à gauche change quoi que ce soit à la logique que vous dénoncez. Comment agir dans le sens que vous indiquez ?

René Passet : Seule une économie à finalité humaine peut avoir un sens, tout le reste est insensé. Toutes les écoles définissent l'économie comme une activité de transformation de la nature destinée à satisfaire les besoins humains. Trois sphères sont en présence :

- une sphère naturelle que l'on transforme ;
- une sphère de l'humain pour laquelle on transforme ;

- une sphère du calcul économique dans laquelle on essaie d'introduire de la rationalité, car l'économie contient l'idée d'une transformation rationnelle : on cherche à tirer de moyens limités le maximum de satisfactions pour les êtres humains.

Si la finalité est humaine, je ne conçois pas que les critères de réussite puissent être autres qu'humains. Un progrès est une avancée dans le sens de l'objectif qu'on s'est donné : un athlète qui court plus vite qu'un autre perd la course s'il prend la piste à contre sens. En économie, l'idée de performance pure est dépourvue de signification.

Les premiers économistes modernes, Adam Smith et

Ricardo, ne posent pas la question des finalités, mais cela ne me choque pas parce que le niveau de vie est égal au minimum vital : dans ces conditions, un peu plus, c'est du mieux être, le quantitatif c'est du qualitatif. Il s'agit alors de donner à manger aux populations. Aujourd'hui, la situation est toute différente : la situation normale dans beaucoup de secteurs est la surproduction, globalement et « en moyenne » tous les besoins fondamentaux des habitants de la planète sont satisfaits. Cette situation nous amène donc à nous interroger sur la situation scandaleuse des 800 millions d'êtres humains qui meurent de faim. Il faut donc poser la question de la répartition des biens, en fonction de la finalité humaine : que chacun puisse au moins couvrir ses besoins fondamentaux.

■ **Royaliste :** A partir de ce constat et selon cette finalité, peut-on agir de manière rationnelle ?

René Passet : On peut fonder ses critères de rationalité sur la logique des choses, capital ou marchandise. Tel est le regard des néo-libéraux. De ce point de vue, rien n'autorise à établir une différence entre un quintal de blé et un autre quintal de même qualité. Dès lors, que le plus compétitif gagne sur le marché. Que chacun se spécialise dans les productions pour lesquelles il a été le plus

favorisé par la nature et c'est ainsi qu'il sera le plus compétitif.

Telle est au XIX^e siècle la démonstration classique de Ricardo, affirmant que l'Angleterre avait intérêt à se spécialiser dans la production de drap, et le Portugal dans celle du vin. Mieux : avec l'excédent de vin qu'ils auront vendu sur le marché, les Portugais pourront se procurer du drap en plus grande quantité et à meilleur marché. Et réciproquement en ce qui concerne l'Angleterre. On parviendrait ainsi à une division internationale du travail qui serait avantageuse pour tous les pays. Bien entendu, il ne faut pas fausser cette compétition, ce qui implique l'application de la clause de la nation la plus favorisée : on ne doit pas refuser à une nation les avantages qu'on accorde à une autre nation. Il ne faut pas non plus qu'un État favorise les entreprises nationales : il faut donc, dans cette optique, étendre à toutes les entreprises étrangères les avantages dont bénéficient celles de son propre pays.

Telle est le fondement théorique des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

■ **Royaliste :** Une autre rationalité est-elle possible ?

René Passet : Oui, si nous prenons en considération les êtres humains, celles et ceux qui ont produit la marchandise, aux conditions dans lesquelles elle a été produite, et ce que signifierait pour la population la disparition de la production considérée.

D'un côté, nous avons une marchandise fabriquée avec beaucoup de capital technique, à des prix de revient très bas ; de l'autre le produit d'une agriculture vivrière obtenu à grand renfort de travail, et à un prix de revient très élevé. A l'évidence le jeu n'est pas égal et nous savons bien que l'agriculture la plus industrialisée va éradiquer l'agriculture vivrière. Pour le pays le plus compétitif, l'enjeu se réduit à un peu plus de recettes d'exportation ; pour le pays démuné, c'est sa survie qui est en cause.

Quand on prend le point de vue de l'humain, il n'est donc pas irrationnel de défendre le principe de l'inégalité en faveur du plus défavorisé et de l'autoriser à se protéger contre les ravages de la concurrence internationale.

On nous oppose la théorie de l'allocation optimale de ressources : à supposer que celle-ci ait eu quelque valeur dans le passé, elle ne veut plus rien dire aujourd'hui puisqu'un seul facteur, le capital technique, écrase tous les autres. Cet avantage là n'est pas « naturel » mais « construit ». Les pays qui ont actuellement un avantage en termes de capital technique sont ceux qui se sont protégés au cours de phases précédentes de leur développement économique. Il est faux de dire que les pays pauvres les plus ouverts sont ceux qui obtiennent le meilleur taux de croissance ; ce sont ceux qui ont amorcé leur croissance (Corée du Sud, Chine...) qui bénéficient le plus de l'ouverture aux échanges internationaux.

Par ailleurs, je ne vois pas pourquoi on interdirait, en invoquant la clause de la nation la plus favorisée, que des nations créent des solidarités entre elles, selon un principe de complémentarité et dans une zone protégée. Enfin, il est absurde et dangereux qu'un pays étende à toutes les nations les avantages consentis à ses propres secteurs productifs. Il faut au contraire que chaque nation puisse assurer la satisfaction de ses besoins fondamentaux, à commencer par sa souveraineté alimentaire, mais sans oublier la santé, l'enseignement, la culture qui relèvent de services publics. Il est donc possible de construire une économie rationnelle, sur l'impératif du respect de la personne humaine.

Propos recueillis par B. La Richardais

■ René Passet « Éloge du mondialisme, par un « anti » présumé ». Fayard. 2001. prix franco : 14 €.

■ Rappel : René Passet est aussi l'auteur de « L'illusion néo-libérale ». Fayard. 2000. prix franco : 19,50 €. Voir *Royaliste* n° 766.



◆ **Porto-Alegre :** manifestation anti-mondialisation lors du forum social mondial.

En France, du Moyen Age aux Lumières, l'éducation des futurs rois n'est pas conçue pour embellir leur esprit.

Il s'agit d'un devoir d'état, en vue du bien commun, car un âne couronné n'est rien d'autre qu'un tyran. Que le prince gouverne selon les préceptes de la religion, en raison et en vue de la justice : tels furent les soucis primordiaux de ceux qui enseignaient les dauphins et sermonnaient les rois. Réunis par Ran Halévi, plusieurs historiens se sont interrogés sur le savoir du prince, dans ses permanences et ses variations. L'ensemble de leurs contributions forme un ouvrage à tous égards magistral.

Les lecteurs de Georges Bernanos se souviennent des paroles justes - toujours actuelles - que l'auteur de *Nous autres Français* adressait au jeune comte de Paris à la veille de la Seconde Guerre mondiale : « *Voilà ce qu'un Prince doit savoir...* » : l'exhortation répétée à l'entrée de plusieurs paragraphes faisait écho à l'enseignement dispensé tout au long des siècles aux princes et aux jeunes rois par les plus sages et les plus savants de leurs contemporains.

Ce savoir de l'homme d'État, acquis dès la prime jeunesse, est un des arguments que les monarchistes utilisent volontiers : l'homme préparé à sa fonction n'est-il pas mieux armé pour exercer le difficile métier politique que celui qui arrive tardivement aux affaires par le jeu des circonstances ? Sans doute. Mais le savoir du prince ne va pas de soi.

En une apparente lapalissade, Rémy Brague fait observer que « *si le prince a un savoir qu'il doit apprendre, c'est que ce savoir est acquis, et non pas inné* » (13). A l'encontre de ce qui est affirmé par les amateurs de bricolages mystico-mystifiants à tonalité magico-asiatique, le roi des sociétés anté-modernes n'a pas la science infuse ; aucun fil mystérieux, relié au divin, ne le mettait en communication avec un mode supérieur de connaissance. Le roi n'est pas un initié, et le défunt comte de Paris rappelait volontiers que, pour le chrétien, le mystère de la foi n'est pas le mystérieux. Quant aux monarchies traditionnelles, il faut se garder du mysticisme comme du laïcisme : un pouvoir exercé par la permission divine modifie l'exercice du métier politique puisqu'il y a soumission à des valeurs transcendantes. Mais les vérités de

la foi sont apprises, tout autant que la connaissance des affaires du monde d'ici-bas, selon un programme éducatif qui est inculqué au prince.

Cette éducation est un souci primordial comme en témoigne un vieil adage qu'il est toujours bon de méditer : *Rex illiteratus est quasi asinus coronatus* - un roi sans instruction est comme un âne couronné. Ajoutons que l'âne couronné ne vaut pas mieux, ni moins, que les ânes bâtés que l'on rencontre dans toute société humaine depuis le commencement du monde. En d'autres termes, un roi n'est pas différent des autres hommes ; il se trouve dans une situation d'égalité qui a été proclamée bien avant 1789 puisque, dans la fidélité à la tradition judéo-chrétienne, Bossuet l'enseigne au fils de Louis XIV : « *Vous êtes absolument égal par la nature aux autres hommes et, par conséquent, vous devez être sensible à tous les maux et à toutes les misères de l'humanité* » (119).

Une sagesse d'État

Ce qui distingue le prince, c'est l'effort par lequel il parvient à devenir un exemple de vertu. Louis XI enseigne à son fils que « *le Prince doit estre mirouer et exemple aux autres de toutes vertus...* » (115) et c'est la sagesse qu'il acquiert, par l'étendue de son savoir religieux et profane, qui lui permettra de bien remplir la fonction pour laquelle il est désigné. Comme le dit Rémy Brague, c'est une « *sagesse fonctionnelle* », prescrite par la Bible et offerte à la méditation de tous les princes de la chrétienté : « *La sagesse de Salomon est une sagesse d'État comme on parle d'une raison d'État* » (16).

Devoir d'état

Ce qu'un prince doit savoir

Il ne s'agit donc pas d'accumuler des connaissances de tous ordres et de transformer le prince en singe savant. Pour que le savoir du prince réponde à sa finalité, il faut commencer par savoir ce qui doit lui être enseigné. Vaste question, à laquelle on peut donner une réponse simple, que la succession des époques idéologiques et culturelles rend toujours plus complexe.

Ran Halévi le souligne dans son introduction générale : dans les monarchies pré-modernes, les sources du savoir princier ne sont pas différentes de celles qui irriguent la civilisation européenne : la Bible et les Grecs. Plus précisément, les rois d'Israël et Aristote. Et la royauté biblique plus fortement que la Politique aristotélécienne.

La Bible, qui n'est pas tout uniment monarchiste, énonce tous les modes de légitimation de la royauté qui ont été mis en œuvre en Europe : élection divine, onction, lignée, capacité à défendre la collectivité, acclamation par le peuple. Elle contient aussi des injonctions riches de sens (le roi ne doit pas avoir trop de chevaux, de femmes, de métaux précieux) et oblige le roi à écrire de sa main une copie de la Loi sous la dictée des prêtres. Le prince est sous le gouvernement de la Loi, qui est objectivée, séparée de la personne du roi comme de toute personne concrète : « *il n'est pas celui qui la produit, mais celui qui juge selon elle* » (19) note Rémy Brague.

Aristote, quant à lui, marque en profondeur la pensée politique de la royauté à partir du XIII^e siècle, selon l'interprétation magistrale qu'en donne Thomas d'Aquin. Rappelée par Jacques Kry-

nen (61) la manière dont l'Aquinatisme décompose la vertu de prudence en trois actes successifs - le conseil, le jugement et le commandement - mériterait l'attention de nos actuels dirigeants politiques.

Qu'on n'imagine pas, cependant, que les jeunes princes et les rois régnants recevaient puis s'efforçaient d'appliquer une doctrine unitaire, théologique et politique, à laquelle chaque siècle aurait apporté sa pierre. Certes, les références religieuses sont invariables et le catalogue des vertus que le prince doit respecter ne change pas. Mais Alain Boureau (31-33) montre bien le conflit qui oppose, au sein de l'autorité, le *regnum* (le roi), le *sacerdotium* (le pape et les ordres mendiants) et le *studium* (l'Université) et la manière dont le roi mobilisa l'Université contre la puissance sacerdotale. Et Guillaume de Thieulloy, dans l'étude qu'il consacre au « prince dans les traités jansénistes » (261-293) met en relief un roi dangereusement placé à la croisée des conflits internes au catholicisme. Il n'y a pas d'unité du savoir, même dans le domaine profane puisqu'un conflit long et violent oppose, à la cour du roi médiéval, les philosophes (aristotélécien) et les légistes qualifiés d'« idiots politiques » par Gilles de Rome - auteur vers 1278 d'un traité *Du gouvernement des princes* analysé par Jacques Krynen.

Il est passionnant de suivre, au fil des époques, le destin de l'aristotélisme politique, qui porte en lui l'idée du gouvernement du mixte - du mélange de monarchie, d'aristocratie et de démocratie. La pensée institutionnelle d'Aristote et de Thomas d'Aquin (chère à Charles V qui possède plusieurs exemplaires du *De Regimine principum*) con-

tre dit dans son principe l'idée de monarchie absolue qui commence à s'instituer au XVI^e siècle. Avec Hobbes et Bodin, dès François I^{er} malgré l'immense travail de Claude de Seyssel, auteur de *La monarchie de France* que ce roi cultivé ne prit pas la peine de lire, la sagesse de Salomon et la prudence aristotélo-thomiste tendent à s'effacer au profit de la pensée du Souverain. Étudiant le « miroir des princes » à la Renaissance, Robert J. Knecht montre qu'Érasme défend encore la conception d'une monarchie limitée mais Guillaume Budé affirme que « *les rois ne sont point sujets aux lois et aux ordonnances de leur royaume* » (97).

Bien entendu, l'absolutisme ne signifie pas la tyrannie. Ran Halévi a montré qu'il subsistait une idée de modération dans l'absolutisme et, de tous temps, les penseurs de la monarchie tiennent en horreur le tyran. « *Derrière le risque qu'un âne ne vienne à être couronné*, note Jacques Krynen, *c'est le spectre de la tyrannie qui hante alors la pensée politique dans son ensemble. Cause de bestialité chez l'homme, l'ignorance au sommet signale le tyran* » (53). De cela, Bossuet l'absolutiste est aussi persuadé que les philosophes médiévaux : « *il faut que les rois vivent selon la loi de la religion chrétienne, qui établit un principe modérateur dans l'esprit du prince et dans la pratique du pouvoir. Tel est la première certitude, qui fonde toute l'éducation morale des rois de France.* »

Un savoir profond et étendu

Étudié par Joël Cornette, le savoir des enfants du roi impressionne par sa profondeur et son étendue. Ils doivent apprendre les vérités de la religion, l'histoire, sainte et profane, les arts libéraux (et d'abord la grammaire) et les arts mécaniques (arithmétique, géométrie...), du grec et du latin, des langues étrangères (l'italien, l'espagnol), la géographie, les arts martiaux et se montrer, cela va presque sans dire, excellents cavaliers... Mais c'est surtout la force des principes moraux et politiques inculqués aux enfants royaux qui est à souligner. Un roi est un homme qui ne s'appartient pas : « *Un prince n'est pas à lui, il est à l'État* » écrit en 1733 Pierre Nicole (203). Un roi doit vouloir la paix : « *Dieu ne vous a confié le glaive que pour la sûreté de vos peuples, et non pour la malheur de vos voisins* » (124) » prêche Massillon au jeune Louis XV. Un

Mazarin et Louis XIV ▼ enfant. « Surintendant du gouvernement du roi », Mazarin est responsable de l'éducation de son fils. Il choisit donc ses gouverneurs et précepteurs, et surveille attentivement leur enseignement. (Paris, B.N.F.)



roi doit viser la justice en son royaume : « *Un trône est inébranlable lorsqu'il a pour fondement la raison et la justice, qu'on punit tout ce qui est mal et qu'on récompense tout ce qui est bien* » (120) » enseigne Bossuet à Monseigneur le Dauphin - mort avant d'appliquer ces excellents préceptes.

Hélas ! Alain Pons rappelle que les solides connaissances de Louis XVI ne lui évitèrent pas la guillotine (1) alors qu'à la même époque, Ferdinand de Naples, petit prince mal élevé, roi paresseux et couard, dut une part de son immense popularité à son inculture. Mais la France est une trop grande puissance pour ne pas souffrir du gouvernement des ânes - élus ou couronnés.

B. LA RICHARDAIS

(1) Avec Ran Halévi nous reviendrons dans un prochain numéro sur l'éducation de Louis XVI.

BIBLIOGRAPHIE

- Ran Halévi (sous la direction de) - « *Le Savoir du prince, du Moyen Age aux Lumières* ». Fayard. « L'esprit de la cité ». 2002, prix franco : 25 €. Les chiffres entre parenthèses renvoient à cet ouvrage.
- Ran Halévi, « La modération à l'épreuve de l'absolutisme : de l'Ancien Régime à la Révolution française ». *Le Débat*, n° 109, mars-avril 2000 : « *Savoir politique et mystères de l'État - Le sens caché des Mémoires de Louis XIV* ». Histoire, économie et société, octobre-décembre 2000.
- Robert J. Knecht - « *Un prince de la Renaissance. François I^{er} et son royaume* ». Fayard, 1998, prix franco : 27.50 €.
- Jacques Krynen - « *L'Empire du roi - Idées et croyances politiques en France, XIII^e-XI^e siècles* ». Gallimard, 1993, prix franco : 32 €.

Voici trois ans disparaissait le comte de Paris, un prince que nous avons aimé et servi. Depuis sont parus divers ouvrages à son sujet – attristants, médiocres ou discutables – dont nous avons, à chaque fois, rendu compte à nos lecteurs. Aujourd'hui paraît une imposante biographie sous la plume de Xavier Walter. A cette occasion nous avons demandé à notre ami Philippe de Saint Robert qui fut un témoin privilégié et un proche du Prince de nous donner son impression sur cet ouvrage qui ne sera sans doute pas le dernier à cerner et analyser la vie de celui qui fut sans doute le meilleur prétendant qu'il y ait eu depuis la disparition de la monarchie.

Le comte de Paris a beaucoup séduit et beaucoup dérangé. On peut donc renvoyer dos à dos ceux qui taxent de rêverie son entreprise politique, et ceux qui y voient la marque d'une sorte de machiavélisme toujours échoué et toujours recommencé. La fin d'une vie si longue, lorsqu'on n'a pu réaliser ce qu'on a toujours voulu, est non seulement marquée de tristesse, mais aussi de faiblesse. Orchestrée par un fils cadet indigne, la campagne de presse qui a suivi la mort du Prince, en 1999, n'est pas à l'honneur des journalistes qui ont relayé insanités et mensonges sans prendre soin d'en vérifier les intentions et les sources. D'une nunuche le faisant descendre en ligne directe du duc de Guise exécuté par Henri III, aux courtisans dépités nous informant que le Prince n'avait laissé à ses descendants qu'un mouchoir et une paire de pantoufles, sans préciser qu'ils se trouvaient... dans un appartement dont le Prince venait de déménager, voilà une jolie cohorte de dindes qu'on pourrait décorer de la grande gigouillette de la désinformation. Passons.

L'ouvrage que Xavier Walter vient de consacrer au comte de Paris, *Un roi pour la France* (1), préfacé par Emmanuel Le Roy Ladurie, vient donc à son heure pour replacer

l'action et la pensée du Prince dans le cadre d'une histoire longue et troublée. Jusqu'au terme de sa vie, le comte de Paris a voulu s'expliquer. En 1967, il dit mettre fin à son activité politique et suspend le *Bulletin* de son Secrétariat qui, pendant vingt ans, fut lu attentivement, non seulement par ses fidèles, mais par tout ce que la République comportait d'esprits ouverts et attentifs. Cet adieu n'en fut pas un, car le Prince ne put se retenir, par des livres, des articles et des prises de positions

par Philippe de Saint Robert

officielles, de livrer jusqu'à la fin son point de vue sur les événements et le destin de la France. La passion du politique lui collait à l'esprit. La veille de la célébration à Amboise de ses 90 ans, il nous convoque, Paul Guilbert et moi-même, dans sa retraite des *Hespérides*, au milieu des paquets, pour confier au *Figaro* son ultime angoisse devant la possible disparition de la France dans une Europe dont il avait pourtant défendu l'idée (2). Ce sera sa dernière intervention publique.

C'est à Alain Peyrefitte que le Prince demande de lui présenter Xavier Walter. Il est

alors question d'entretiens, que la maladie empêchera de mener à terme (3). Pour remplir sa mission interrompue, l'auteur décide d'entreprendre l'ouvrage qu'il nous livre aujourd'hui, et qui est loin d'être cette hagiographie trop respectueuse qu'a cru y déceler Bertrand Poirot-Delpech, qui, de toute évidence, n'a fait que le parcourir. Simplement, à la différence de deux ouvrages hâtifs qui l'avaient précédé (4), celui-ci ne sombre jamais dans la polémique journalistique.

On explorera, à travers ce livre, une vie où, certes, tout n'est pas bonheur, mais où il y eut des moments plus heureux que d'autres. Elle se divise assez clairement en cinq parties : 1. La période du Manoir d'Anjou, à Bruxelles, où le jeune comte de Paris prend conscience du rôle de chef de la Maison de France qu'il va jouer ; 2. La période de la guerre et de l'épisode d'Alger où, sans être aussi manipulé que le dit son biographe, il est vite dépassé par les intrigues de la fourmilière algéroise qu'il ne parvient pas à maîtriser ; 3. Après une brève éclipse, la période de retour d'exil et du « Cœur Volant »

où défile tout ce que la IV^e République compte de caciques et de lecteurs du *Bulletin* ; 4. La période du retour du général de Gaulle et de l'avènement de la V^e République, qui emporte de sa part une adhésion sourcilieuse mais qui, d'une certaine manière, lui souffle son rôle de « recours » ; 5. Enfin, une fin de vie « amertumée » et relativement recluse dont le cours erratique alimentera tant de commentaires désobligeants et le plus souvent mal informés.

La première partie est brillante. Le Prince s'intéresse aux problèmes sociaux, publie un petit ouvrage intitulé *Le Prolétariat* où il invente l'association Capital-travail (qu'il reprochera au Général de lui avoir empruntée, mais c'est qu'ils ont, l'un et l'autre, lu le fameux René de La Tour du Pin), se sépare de l'Action française, reçoit – entre beaucoup d'autres – la visite d'un jeune avocat nommé François Mitterrand (ce qui explique les relations particulières qu'ils conserveront jusqu'à la fin)... On lui fait alors une réputation de « prince rouge », ce qui est très exagéré au regard des textes que nous restitue Xavier Walter, car c'est au contraire la période où il se pose le plus en « prince chrétien », non pas dans la lignée « orléaniste » telle qu'on l'entendait avant la « fusion des branches », mais

bien au contraire dans celle du comte de Chambord, tout en rajeunissant, bien entendu, l'inspiration et la formulation.

C'est cette inspiration commune qu'il eut avec le général de Gaulle. Lequel lisait peut-être – comme tout le monde à cette époque – l'*Action française*, mais ne s'est jamais référé à Maurras alors que, comme je pense l'avoir montré, ses « témoins » véritables sont Barrès, Péguy et Bergson (5) (ainsi m'arrive-t-il de lire *Le Monde* et *Libération* sans être trotskiste pour autant...). Entre temps, il est vrai que le Prince a un moment adhéré à la Révolution nationale, laquelle, vu de Rabat, pouvait en effet faire illusion. J'avancerai une explication peu soulevée, à côté de l'influence assez réactionnaire prêtée à sa mère, la duchesse de Guise, qui était naturellement portée vers les « régimes forts ». Il se peut aussi qu'en tant qu'héritier d'un principe autre que celui de la République, le Prince ne se soit pas cru autorisé à trancher sur l'apparente légalité du régime issu de la défaite. N'empêche que le général de Gaulle m'a dit un jour : « *Le Prince, s'il m'avait rejoint à Londres, il aurait été la France.* »

Je crois m'être suffisamment exprimé par ailleurs (6) sur l'ambiguïté des relations qui vont s'établir, dans les années

50 (c'est la menace que fait peser sur notre liberté le projet de Communauté Européenne de Défense (C.E.D.) qui va les déterminer), entre le général de Gaulle et le comte de Paris. Le Prince se trompe évidemment lorsque à la fin de sa vie, lui-même et son entourage laissent entendre que le Général l'aurait « roulé ». Les choses ne sont pas aussi simples. Cette affaire a fait assez de bruit à l'époque pour qu'elle ait bien existé. Mais je pense, comme Xavier Walter, que c'est alentour de 1964 et 1965 (le ballottage du Général lui-même à la première élection présidentielle directe) qu'il va apparaître que le fondateur de la V^e République, jusque-là suivi assez inconditionnellement par les Français, n'a plus les moyens « électoraux » de faire tout ce qu'il eût souhaité.

La monarchie a laissé passer sa chance en 1873 : c'est loin. De plus, un peu à l'image du comte de Chambord, le comte de Paris répugne à descendre personnellement dans l'arène politique, à « se faire connaître », comme disait le Général. Et puis, s'il a dans les milieux gaullistes d'assez bons partisans (Michelet, Schumann, Triboulet, Herson) il a aussi beaucoup d'adversaires (Michel Debré)... ou de rivaux (Pompidou, bien sûr). Lesquels ne se privent pas de répandre des quolibets du

genre de celui prêtant au Général un propos parfaitement imbécile et apocryphe : « *Pourquoi pas la reine des Gitans ?* », fabriqué dans l'office d'un journaliste sympathique mais cafouilleux (Tournoux).

Xavier Walter apporte sur les relations que nous venons d'évoquer deux éléments jusqu'alors inconnus. Le premier est qu'en 1940, avant de mourir à Larache le 25 août, le duc de Guise adresse un message au général de Gaulle. Le duc de Guise n'était pas un grand esprit politique, il ne croyait guère à une possible restauration au point qu'on le disait républicain, mais il était un patriote convaincu qui n'acceptait pas la défaite. De là, s'il n'était pas mort, à rêver à une évolution différente de son fils, on le peut sans doute. Le deuxième élément est la découverte par le regretté Michel Fleury d'une note dans les archives du comte de Paris. Elle émane du duc de Praslin. En 1949, le Prince missionne Edmond Michelet et le duc de Praslin (grand résistant) rue de Solferino auprès du Général. C'est un document que je laisse aux lecteurs le soin de découvrir par eux-mêmes, et qui répond à beaucoup d'interrogations sur la sincérité des sentiments du général de Gaulle, si l'on veut bien aussi considérer que les sentiments ne maîtrisent pas toujours les

réalités et doivent parfois s'y soumettre.

Ce livre de Xavier Walter ne s'adresse pas seulement aux fidèles et aux nostalgiques, il éclaire notre proche passé d'une lumière pleine de nuances et, souvent, de profondeur.

(1) Xavier Walter - « *Un roi pour la France, comte de Paris (1908-1999)* ». Ed. François-Xavier de Guibert. 990 pages, prix franco : 45 €.

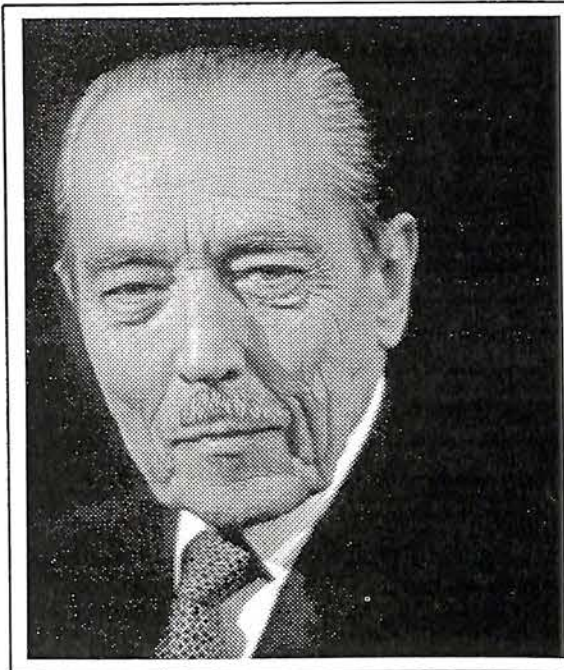
(2) paru dans *Le Figaro* du 4 juillet 1998 sous le titre « *La France retrouvera sa liberté en se révoltant* » - la photocopie de ce texte est disponible (joindre quelques timbres).

(3) Xavier Walter - « *Conversations avec Henri, comte de Paris, pour un testament politique* », Ed. François-Xavier de Guibert, 1999, prix franco : 18 €. Voir dans *Royaliste* n° 738 l'article de Gérard Leclerc.

(4) Il s'agit du pamphlet de François Broche « *Le comte de Paris, l'ultime prétendant* ». Ed. Perrin. 2001, prix franco 22,40 € (voir *Royaliste* n° 768) et de l'édition « *bourdieusienne* » de Bruno Goyet « *Henri d'Orléans, le Prince impossible* ». Ed. Odile Jacob, 2001, prix franco : 24,60 € (voir *Royaliste* n° 767).

(5) cf. Philippe de Saint Robert - « *De Gaulle et ses témoins* », Ed. Bartillat. 1999, prix franco : 16,80 €.

(6) cf. Philippe de Saint Robert - « *Le Secret des jours* ». Ed. J.-C. Lattès. 1995 prix franco : 25,25 €.



Medef

Une monarchie « so british »

Les Britanniques entretiennent une relation particulière avec leur monarchie. Et, malgré les aléas, l'institution perdure.

On se souvient des commentaires, parfois faussement attristés, auxquels une partie de la presse française se livra lors de « l'affaire » Diana ou des déboires conjugaux des Royals. La monarchie britannique allait à sa perte, et même les Anglais commençaient à se rendre compte de ce qu'un régime aussi « ringard » avait nécessairement d'anachronique. C'était faire fi du rapport très particulier que les Anglais entretiennent avec leurs souverains. Certes, sans remonter jusqu'à Cromwell, la monarchie a connu des accidents de parcours. Aucun régime n'est assuré de l'éternité. Mais celui-ci a survécu à des épreuves autrement graves comme la perte, dans son arrière-cour, de l'Irlande (excepté l'Ulster) ou, sur la surface du globe, de son empire colonial. Avant guerre, la monarchie fut mise à l'épreuve avec Édouard VIII qui, avant même son abdication, préférerait Wallis Simpson à son devoir : mais le duc d'York et son épouse - la future Reine Mère - étaient là accomplissant les devoirs officiels dans une Grande-Bretagne secouée par la crise. Édouard VIII renoncera très vite au trône : un souverain ne peut être cause de division dans la nation qu'il incarne et représente.

Plus près de nous, lors du décès de la Reine Mère Elisabeth, plusieurs centaines de milliers de personnes se pressent sur le parcours qui mène du Palais Saint-James à Westminster. Si la « Queen Mum » était si populaire, ce n'est pas seulement parce qu'elle distribuait généreusement de charmants

sourires protocolaires, mais parce qu'elle a toujours incarné le sens du devoir (1). Les Britanniques n'ont pas oublié son attitude et celle du roi George VI pendant le « Blitz » de la Deuxième Guerre mondiale. Malgré les bombes, ils refuseront de quitter Londres. Après chaque bombardement, ils seront sur le terrain pour reconforter et soutenir le moral des Londoniens. Cela ne s'oublie pas. Churchill écrira à George VI : « Cette guerre a rapproché le trône et le peuple plus que jamais. »

Pour un événement plus joyeux, le cinquantenaire de l'accession au trône d'Élisabeth II, la même ferveur populaire se manifeste à nouveau. Le Premier ministre, Tony Blair, évoque publiquement « l'immense affection » des Britanniques pour leur reine. Le coup d'envoi avait été donné par un pique-nique suivi d'un concert classique sur les pelouses de Buckingham Palace. Lors de la dernière journée des festivités « la souveraine, vêtue d'un tailleur bleu et d'un chapeau assorti, et son époux, en grand uniforme de la Royal Navy, avaient pris place à bord d'un impressionnant carrosse doré réservé aux grandes occasions et qui n'était pas sorti en public depuis le jubilé d'argent en 1977. » (2) Entre le palais de Buckingham et la cathédrale Saint-Paul 700 000 personnes se sont massées pour apercevoir la souveraine et 47 membres de la famille royale. « Tout le cérémonial exaltait la grandeur de la monarchie et, à travers elle, de la nation qu'elle incarne, son passé prestigieux et son armée glorifiée. » Suivront une série de

parades, défilés et festivals. Quant aux républicains les plus intransigeants ou à ceux qui sont insensibles à toute cette pompe étonnante pour des Français, comment ne songeraient-ils pas au mot de George Orwell : « Tant qu'on promènera des figures de cire dans un carrosse, on évitera les Hitler et les Staline. »

Même si la monarchie britannique n'était que cela, ce ne serait déjà pas mal. Et si elle dure envers et contre tout, y compris les faiblesses des souverains ou des membres de leur famille, n'est-ce pas parce qu'ils sont à l'image du peuple qu'ils représentent ? Theodor Zeldin nous livre la clef : « Si vous voulez comprendre l'Angleterre, observez la famille royale... une vaste palette de couleurs avec une mère digne, un père gentleman, une fille un peu rude et une grand-mère adorée de tous. » Oubliée « l'annus horribilis », année où Charles et Diana se séparent, où Andrew quitte Sarah, où le divorce d'Anne et de Mark Phillips est prononcé. Une année qui prouve, s'il en était besoin, qu'ici comme ailleurs les Royals ne sont pas toujours exemplaires, ni exempts des passions du commun des mortels. Citée par Philippe Delorme à propos de la Reine Mère, cette phrase tirée d'un article du *Daily Mail* résume bien la situation : « Elle est le symbole de la force et de la stabilité que la monarchie donne à notre pays. »

Alain SOLARI

(1) A ce sujet on lira avec intérêt le dernier livre de Philippe Delorme : « La Reine Mère, légendes et vérités », préface de Stéphane Bern. Éditions Balland, prix franco : 18,60 €.

(2) Dépêche de l'AFP du 4 juin 2002.

Objectif 10 000

Encore un tout petit effort !

Tout d'abord un grand merci à tous ceux qui ont déjà répondu à mon appel à l'aide et dont nous publions ci-dessous la cinquième liste. Grâce à eux, nous approchons de l'objectif des 10 000 euros qui nous sont nécessaires pour boucler notre budget et pouvoir aborder la rentrée de septembre avec optimisme.

Quant aux retardataires, aux étourdis, aux distraits, à ceux qui ont perdu leur chéquier... et ils sont tout de même nombreux, je voudrais leur dire qu'il suffirait que quelques dizaines d'entre eux envoient une participation, même très modeste s'ils ne peuvent faire mieux, pour que les 1500 € qui nous manquent encore soient réunis. 1500 € c'est peu, c'est tout à fait réalisable mais cela nous est absolument indispensable. Merci de ne pas l'oublier...

Yvan AUMONT

5^e liste de souscripteurs

Henri Allart 60 - Gilles Ascaride 30 - Josette de Beaune 40 - David Benisti 20 - Luc Beyer de Ryke et F. Germain-Robin 30 - O.B. (Puy-de-Dôme) 20 - Gisèle Brodud Yviquel 30 - O.B. (Loire Atlantique) 20 - Jocelyne Buche 30 - Philippe Charpentier de Beauvillé 45,25 - Gilles et Florence Chopard 25 - Denis Cribier 50 - André de Crux 20 - Philippe Dechartre 100 - Jean-Paul Dollé 40 - Philippe Fermon 100 - Jacqueline Floch 30 - Alain Goeau 20 - Laurent Goulard 155 - François Hiss 100 - Martin Hybler 60 - Claude Jeunier 40 - Jean-François Lespès 30 - Christian Libens 5 - Jean-Marie Mathieu 55 - Alain Mercier 100 - Maurice Mintz 20 - Jean-Pierre Péroncel Hugoz 30 - Jacques de Poulpique 30 - Le Juge Michel 20 - Hervé Rumin 15 - François Tanné 75 - Christian Tourne 10 - Laurent Veyrenc 15 - Anne-Marie Vilesy 40.

Total de cette liste : 1510,25 €

Total précédent : 6938,44 €

Total général : 8448,69 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Pour en savoir plus

Sur l'histoire du royalisme

- **Le Royalisme, histoire et actualité** par B. Renouvin 28,50 €
Mouvement complexe, parfois paradoxal et souvent contradictoire dans son expression, le royalisme méritait cette étude de fond qui permet de mieux comprendre l'histoire de la France contemporaine.
- **Des royalistes dans la Résistance** par F.-M. Fleutot 23 €
Il aura fallu plus d'un demi siècle avant que ne soit écrite cette histoire qui révèle le rôle des hommes et des femmes de la tradition royaliste dans la résistance à l'occupant et dans les combats de la Libération.
- **Histoire des royalistes de la Libération à nos jours** par P. Louis 15,25 €
Genèse, itinéraire et évolution des différents courants qui composent la nébuleuse royaliste, voici cinquante années d'histoire des mouvements royalistes.

Sur la Famille de France

- **Le comte de Paris (1908-1999) et sa descendance** par Ph. de Montjouvent 27,80 €
Ce livre retrace le parcours de ce grand Capétien et dresse le portrait de chacun de ses descendants. Ouvrage biographique de référence.
- **Dialogue sur la France** (correspondance et entretiens (1953-1970) entre le général de Gaulle et le comte de Paris 18,30 €
Notre pays aurait pu connaître le destin de l'Espagne ! Le général de Gaulle a pensé rétablir la monarchie, c'est qui transparait de ce dialogue entre deux hommes inspirés de la même passion de la France.
- **Les Bourbons-Orléans ou la seule légitimité dynastique** par Hugues Troussat 4,60 €
Comte de Paris ou prétendant espagnol ? Un ouvrage capital qui renouvelle l'approche de cette question et établit de manière irréfutable les droits du comte de Paris.

Sur la NAR et ses engagements

(ouvrages de B. Renouvin)

- **Royaliste et citoyen** 5,35 €
Loin d'être des nostalgiques, les royalistes d'aujourd'hui sont profondément impliqués dans la vie de la Cité. Pour quelles raisons ? Selon quels principes ?
- **Monarchie et démocratie** 3,10 €
Ces deux idées sont-elles antinomiques ou bien au contraire l'une n'est-elle pas la condition de l'autre ?
- **Les Bourgeois du crépuscule** 15 €
Cet essai décrit et dénonce les petits-maîtres qui ont envahi les allées du pouvoir tant politique que médiatique ou économique. Il indique les voies à suivre pour reprendre nos pouvoirs qu'ils ont accaparés.
- **Le Krach de l'euro** 13 €
Accompagné d'un grand battage médiatique, le « passage à l'euro » semble un fait irréversible. Mais est-ce aussi certain que cela ? Quelles risquent d'être les conséquences de cette monnaie aux fondements incertains ?

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Jacques BLANGY

(1) Thierry Renard et Voltairine de Cleyre - « Medef : un projet de société ». Syllepse, 2001, prix franco : 8,90 €.

Rester ensemble

Certains nous imaginent écrasés par les défaites de ces six derniers mois. Le passage à l'euro a été une réussite, à l'encontre de nos souhaits. Jean-Pierre Chevènement a échoué dans sa tentative et la Nouvelle Action royaliste a dû quitter le Pôle républicain en raison d'un changement de ligne inacceptable et désastreux. Pour couronner le tout, si je puis dire, ne sommes-nous pas nous-mêmes les témoins consternés de mésaventures dérisoires, de propos grotesques et de règlements de comptes misérables – là où il devrait y avoir reprise de l'histoire ? C'est à désespérer Billancourt, Paris, Orléans, Beaugency, et bien d'autres villes de France où militent nos camarades et amis.

Pourtant, chez les royalistes, l'atmosphère n'est pas aux funérailles des illusions perdues. On n'enterre pas ce qu'on n'a jamais fait naître ni cultivé. Tous les combats que nous avons menés depuis plus de trente ans ont été difficiles, et nous n'avons pas l'habitude de chercher à rafler la mise sur un coup de dés. Des récentes batailles, jeunes et vieux militants sortent avec une cohérence renforcée. Elle tient pour beaucoup à celles et ceux qui ne partagent pas nos espérances royalistes et qui nous apportent leur généreux soutien. Et si nous avons marqué l'arrêt pendant la campagne des législatives, notre pugnacité est intacte.

Obstination sectaire ? Délire interprétatif ? Simple orgueil ? Bien des mots peuvent être tirés des dictionnaires de psychanalyse et du lexique des pathologies collectives et nous écoutons

volontiers ceux qui nous entretiennent de la gravité de notre cas. Cela ne nous empêche pas de faire le point sur nos campagnes.

La prétendue monnaie européenne ? Elle se traduit par une hausse de prix de produits courants, qui frappe surtout les classes moyennes et populaires. Les médias qui présentaient un « passage » rapide et enthousiaste évoquent maintenant la perte des repères d'une grande partie de la population – si bien que le double affichage sera



maintenu jusqu'à la fin de l'année. Et nous n'avons pas encore subi les conséquences de l'« euro fort » désiré par les milieux financiers. Contre l'idéologie monétariste et le système monétaire qui nous est imposé, le combat doit continuer.

L'échec de Jean-Pierre Chevènement ? Il s'est accompagné, quoi qu'en dise l'ancien candidat, d'une victoire qui n'était pas du tout assurée : la mise hors jeu de Lionel Jospin, chef des hypocrites, expert en double langage, qui met en pleine lumière le néo-libéralisme à l'anglo-saxonne de Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn.

Dans le camp des oligarques, la défaite de la tendance libérale-sociale laisse le champ libre aux ultra-libéraux ? Certes. Mais La Fontaine nous manque pour écrire la fable de maître Chirac, grenouille à 20 % devenu, en l'espace d'une quinzaine, dinosaure à 80 % ! Fidèle à lui-même, l'homme a déjà gâché son étrange victoire et Jean-Pierre Raffarin, jetant le masque, apparaît comme le petit télégraphiste du Medef.

Jamais l'opposition radicale entre les oligarques et le parti majoritaire des mécontents et des révoltés n'a été aussi claire. Naufrage de l'Argentine, faillite d'Enron, scandale Worlcom, situation désastreuse de Vivendi Universal, d'Alcatel, de France Télécom : jamais les preuves de la malfaisance de la dérégulation ultra-libérale n'ont été aussi évidentes.

Nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire. Il faut, pour la faire aboutir pacifiquement, un mouvement politique et patriotique. Le Pôle républicain a au moins démontré qu'un très large rassemblement était possible. Nous souhaitons que tous ceux qui y ont participé en préservent l'esprit et demeurent ensemble pour préparer l'action à venir. Gaullistes, royalistes, socialistes patriotes et communistes peuvent et doivent maintenir leur fonction critique, quant aux oligarques français et européens, quant à l'hégémonie américaine. Ils ont à développer leur fonction prospective, quant à la renaissance effective du Politique, quant à la construction de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Ils ont surtout pour tâche, difficile et urgente, de prendre une part active aux luttes sociales qui s'annoncent. Vaste projet – celui de la renaissance.

Bertrand RENOUVIN